

L'Espagne et la Turquie : comment aller plus loin ensemble ?

par *Eduard Soler i Lecha*

Ces dernières décennies, les relations hispano-turques ont connu un développement spectaculaire, aussi bien sur le plan diplomatique (sommets bilatéraux) qu'en matière commerciale (augmentation des échanges, investissements directs) ou encore d'interactions culturelles. Il est vrai que ces deux pays ont beaucoup en commun, que ce soit leur implication au sein de l'OTAN, leur parcours européen, ou la récente et notable internationalisation de leurs économies.

Mais si les relations entre l'Espagne et la Turquie n'ont jamais été aussi vigoureuses qu'aujourd'hui, elles peuvent encore progresser. Cela exige un enracinement qui les préserve des aléas politiques et des calculs de courte vue.

La candidature turque à l'UE, que soutiennent l'ensemble des élites espagnoles, et le défi démocratique lancé par le printemps arabe créent de nouveaux espaces de coopération bilatérale. Il faudra néanmoins composer avec une Europe en récession, qui peine à s'accorder sur le cas turc, et où l'idée même d'élargissement devient taboue.

À propos de l'auteur :

Eduard Soler i Lecha est coordinateur de recherches à CIDOB, Barcelona Center for International Affairs. Il est également chargé de cours en relations internationales à l'Institut Barcelonès d'Estudis Internacionals et à Universitat Autònoma de Barcelone.

Au cours des trente dernières années, l'Espagne et la Turquie ont intensifié, diversifié et institutionnalisé leurs relations bilatérales. Si ce rapprochement est d'abord le fruit de plusieurs points communs – un atlantisme affirmé, une européanisation récente (ou en cours), une économie ouverte sur l'extérieur – la difficulté consiste désormais à maintenir et approfondir ces liens alors même que l'Europe semble plus que jamais recroquevillée sur elle-même, et que le bassin méditerranéen bouillonne de fièvres populaires aux suites plus ou moins violentes.

Nous examinerons cette problématique à travers cinq questions-clés. Dans un premier temps, nous chercherons les facteurs ayant favorisé les échanges entre les deux nations. En second lieu, nous nous demanderons pourquoi Madrid a toujours défendu l'ambition européenne d'Ankara. Nous verrons ensuite dans quelle mesure la crise actuelle de l'Union affecte leurs rapports, y compris au sujet d'une éventuelle adhésion turque. Enfin nous esquisserons l'inventaire des dossiers internationaux ayant révélé leur unité de vue et d'action, avant de nous demander si cette unité peut tenir face aux mutations actuelles du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

Une relation bilatérale multiforme

Il aura fallu que l'Espagne et la Turquie retrouvent la démocratie – la première après quarante années de franquisme, la seconde après la parenthèse militaire de 1980-1983 –, pour que leur relation prenne son juste essor. Depuis, leurs interactions politiques et économiques n'ont cessé de s'approfondir, et ce quelle que soit la couleur politique des pouvoirs en place. Il faut dire que l'on partait de loin, puisque le dialogue était quasi-inexistant jusqu'aux années 1970. Parmi les autres facteurs de rapprochement, citons l'absence de contentieux territorial entre les deux pays ; un fort consensus, au sein des élites espagnoles, sur les avantages d'une Turquie atlantiste et européenne ; le dynamisme des milieux d'affaires dans chacun des deux pays, et l'ouverture de nouveaux canaux d'échanges entre les deux sociétés civiles.

Le lien hispano-turc s'est renforcé à tous points de vue – politique, économique, social –, chaque avancée dans un domaine rejaillissant sur les deux autres. Sur le plan politique, un grand pas fut accompli avec l'instauration de sommets bilatéraux annuels, dits « Rencontres de haut niveau », dont le premier se déroula à Istanbul en avril 2009. Ces événements ne concernent pas uniquement les chefs de gouvernement et leurs ministres des Affaires étrangères mais aussi tous les ministères techniques – énergie, industrie, éducation, culture – à l'affût de nouvelles coopérations. La régularité assignée à ces rendez-vous est une manière de s'affirmer comme partenaires privilégiés, ce qui bien sûr n'interdit pas d'instituer des cadres de dialogue avec d'autres, comme l'Espagne avec ses voisins régionaux et les États majeurs de l'UE, ou la Turquie avec l'Italie, la Fédération russe, la Grèce, la Bulgarie, le Conseil de coopération du Golfe, la Syrie (jusqu'en 2011) et les nouveaux régimes issus du printemps arabe, notamment celui du Caire.

En pratique, ces rencontres nourrissent également les relations bilatérales non-gouvernementales, à la faveur de forums citoyens ou de symposiums d'affaires organisés en marge des sommets officiels. Comme mentionné plus haut, le secteur privé est devenu un puissant moteur de la dynamique hispano-turque, tout comme le boom des relations commerciales entre les deux pays. En 2012, l'Espagne était le dixième marché d'exportation pour la Turquie et son neuvième fournisseur. Depuis 2001, les importations ont bondi de 464 % de la Turquie vers l'Espagne, et de 291 % dans l'autre sens¹. Du côté des investissements, et malgré la récession qui frappe tout le sud européen, l'intérêt grandissant des entreprises espagnoles pour le marché intérieur turc est manifeste, en particulier dans la finance, le bâtiment, les infrastructures et le tourisme. En novembre 2010, l'acquisition par le géant espagnol BBVA de 24,9 % du capital de Garanti Bank illustra bien cette tendance de fond, et l'année suivante la

« En 2012,
l'Espagne était le
dixième marché
d'exportation
pour la Turquie
et son neuvième
fournisseur. »

Turquie devint la première destination des investissements directs étrangers espagnols, en captant à elle seule 18 % de leur total². L'inauguration en 2011 de la Chambre de commerce hispano-turque puis la tenue de deux Conférences de coopération et d'investissement en 2012 démontrent elles aussi la vitalité des relations entre les deux pays, malgré la grave crise économique que traverse l'Espagne depuis cinq ans.

Les échanges sociaux et culturels ne font pas exception à cette féconde entente. Ainsi, en 2013, le pays mis à l'honneur par la Foire internationale d'art contemporain de Madrid (ARCO) n'était autre que la Turquie³. De même, l'ouverture d'un Institut Cervantes à Istanbul et d'un consulat turc à Barcelone en 2008, tout comme le nombre croissant d'échanges Erasmus entre les universités des deux pays, facilitent et nourrissent la communication entre les sociétés civiles. Mais l'indicateur le plus parlant est encore l'augmentation des vols directs vers Istanbul. Si, jusqu'à peu, ceux-ci n'étaient pas même quotidiens, on dénombre aujourd'hui dix-huit liaisons hebdomadaires depuis Madrid, vingt et une depuis Barcelone, et Turkish Airlines dessert un bel éventail de villes espagnoles dont Malaga, Bilbao, Valence et Saint-Jacques-de-Compostelle⁴.

La dimension européenne

Depuis sa propre entrée dans l'Union européenne 1986, l'Espagne a toujours soutenu la volonté d'adhésion turque et s'est efforcée, chaque fois qu'elle présidait l'UE, de stimuler le dialogue entre l'Europe et la Turquie. Ainsi, en 1989, soit deux ans seulement après qu'Ankara eut officialisé sa candidature, le Premier ministre socialiste Felipe González promit publiquement à son homologue Turgut Özal de défendre la candidature turque⁵. La seconde présidence espagnole (1995) arriva à un moment crucial, puisqu'il fallut alors conclure les négociations sur le grand projet d'Union douanière avec la Turquie. Toujours dirigée par le PSOE, l'Espagne poussa les autres gouvernements de gauche – et leurs parlementaires européens – à ratifier l'accord. En 2002, le conservateur José María Aznar mena les pourparlers entre l'UE la Turquie sur la coopération Europe-OTAN, et en profita lui aussi pour réclamer un juste examen de la candidature turque. Puis, en 2010, alors que les négociations d'adhésion semblaient au point mort, l'Espagne arracha contre l'hostilité de plusieurs États membres l'ouverture d'un nouveau chapitre de discussions – « Sécurité alimentaire, politique vétérinaire et phytosanitaire ». Cet apparent succès fut toutefois en-deçà des attentes soulevées par José Luis Zapatero et son ministre des Affaires étrangères Miguel Ángel Moratinos qui s'étaient engagés, pour cette quatrième présidence espagnole, à ouvrir pas moins de quatre chapitres et à asseoir « l'irréversibilité » du processus⁶.

« Depuis sa propre entrée dans l'Union européenne 1986, l'Espagne a toujours soutenu la volonté d'adhésion turque. »

Ainsi, en dépit de leurs nombreux désaccords en matière de politique étrangère, un particularisme espagnol veut que socialistes et conservateurs aient toujours appuyé la candidature d'Ankara. Mieux, leur position reste constante, qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition. L'actuel Premier ministre Mariano Rajoy a confirmé cette ligne traditionnelle en déclarant en marge de la Rencontre de haut niveau de 2012 : « Si la Turquie consent les mêmes efforts que nous, elle aura toute sa place dans l'Union européenne et pourra compter sur le soutien inconditionnel de l'Espagne.⁷ » Cette continuité assure la stabilité des relations bilatérales et explique la quasi-absence, dans l'espace politique et social espagnol, de débat sur « l'euroanéité » de la Turquie. En conséquence, l'Espagne est perçue comme un pays ami, ce que suggère également son appartenance – avec le Royaume-Uni, l'Italie, la Suède et la Finlande – au cercle informel des « Amis de la Turquie » qui cherche à hâter l'adhésion d'Ankara.

Quelques voix dissonantes s'expriment toutefois au sein des partis minoritaires, surtout à l'extrême-gauche. On réclame plus de fermeté de la part de l'Europe sur la question des droits de l'homme, le problème kurde ou le génocide arménien. D'autres, dans les partis nationalistes de centre-droit du Pays basque ou de Catalogne, s'interrogent sur le bien-fondé d'une adhésion pleine et entière dans une Europe qu'ils conçoivent comme ontologiquement chrétienne. Ces positions sont néanmoins isolées, et aucun parti n'en a fait sa doctrine officielle, ni même un thème électoral.

En fait, cette turcophilie s'inscrit dans une tendance plus générale des élites espagnoles, que l'on pourrait qualifier de consensus « pro-élargissement ». L'Espagne tout entière est convaincue des bienfaits de l'adhésion à l'Europe, puisque c'est cette perspective-là qui lui permet en son temps d'achever sa mue démocratique et sa modernisation économique. Dès lors, comment pourrait-elle refuser cette chance à d'autres, qu'ils soient de l'autre côté de la Méditerranée ou en Europe centrale et orientale ? En outre, d'un point de vue commercial, ce soutien affiché aux États candidats lui confère une image favorable, ce qui prépare des relations bilatérales fécondes et procure de nouveaux débouchés aux entreprises ibériques. Enfin, sur un plan plus stratégique, l'ambition européenne de la Turquie laisse espérer à terme un renforcement de l'axe méditerranéen au sein de l'UE ainsi qu'un déplacement de son centre de gravité vers le sud. L'UE gagnerait alors de nouveaux leviers en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, régions qui figurent parmi les priorités diplomatiques de Madrid. L'intérêt ultime d'une adhésion turque prend cependant quelques nuances d'un gouvernement à l'autre. Si le Parti populaire regarde d'abord la dimension transatlantique et les opportunités commerciales, les Socialistes insistent plutôt sur la vocation intégrative de l'Europe, qu'ils refusent d'envisager comme un club chrétien.

« L'ambition européenne de la Turquie laisse espérer à terme un renforcement de l'axe méditerranéen au sein de l'UE ainsi qu'un déplacement de son centre de gravité vers le sud. »

Les répercussions de la crise européenne

Mais la position généreuse de l'Espagne est-elle tenable dans une Europe déprimée et en butte à une profonde désaffection populaire ? Avant de répondre à cette question fondamentale, voyons trois conséquences concrètes de la crise économique sur les rapports hispano-turcs.

Premièrement, l'élargissement n'est plus une priorité. Occupés à tenter de redresser leurs économies, les dirigeants de l'Europe et des États qui la composent n'ont pas le temps de préparer de futures entrées. Beaucoup plaident plutôt pour renforcer l'intégration entre membres actuels avant d'envisager toute nouvelle adhésion. En d'autres termes, hormis la Croatie, aucun candidat ne peut espérer rejoindre l'Union à brève échéance. De leur côté, les dirigeants et décideurs turcs ne voient plus guère d'urgence à s'arrimer au continent européen. Leur économie se porte mieux que celles de la zone euro, et le boom récent des échanges commerciaux avec le Moyen-Orient et l'Asie élargit le champ des possibles.

Deuxièmement, le marché intérieur turc devient de plus en plus vital pour l'Espagne. Bien que les pays du sud de l'Europe aient perdu quelques places au classement des partenaires commerciaux de la Turquie, le solde de l'Espagne demeure très excédentaire – ce qui doit tout autant à la contraction de sa demande intérieure qu'à la compétitivité grandissante de ses produits. De surcroît, l'atonie de l'économie espagnole nourrit l'idée que le salut viendra de l'extérieur. Dans cette optique, les performances de la Turquie depuis dix ans, combinées aux avantages de son union douanière avec l'UE, la rendent particulièrement attractive aux investisseurs espagnols.

Troisièmement, l'opinion publique espagnole se montre de plus en plus critique vis-à-vis de l'Europe. D'après l'Eurobaromètre 2012, 72 % des Espagnols déclarent ne pas faire confiance à l'UE, contre à peine 20 % en 2007⁸. Une telle défiance semble condamner d'avance – du moins dans l'opinion – tout nouvel élargissement, ce qui marque une rupture avec la posture traditionnelle du pays. En comparant les statistiques de 2012 avec celles de 2008, on constate que l'euro-scepticisme progresse surtout dans les pays les plus durement frappés par la crise, comme Chypre (+25 %), l'Italie (+15), le Portugal (+10) et bien sûr l'Espagne avec une augmentation de 23 %. Pour autant, la proportion d'Espagnols ou de Portugais hostiles à de nouvelles adhésions (respectivement 39 et 40 % des sondés) est loin d'atteindre les niveaux enregistrés dans des pays comme l'Autriche (73 %) ou l'Allemagne (74). Concernant l'éventuelle entrée de la Turquie dans l'Union, les données n'existent que depuis 2010, mais la tendance est la même : si l'on s'y oppose de plus en plus dans les pays minés par la récession (+14 en Espagne et en Irlande, +9 au Portugal), le refus reste bien plus fort en Autriche et en Allemagne (91 et 78 % des sondés) qu'en Espagne (46 %)⁹.

« Les performances de la Turquie depuis dix ans, combinées aux avantages de son union douanière avec l'UE, la rendent particulièrement attractive aux investisseurs espagnols. »

Aussi, l'opposition des Espagnols à l'adhésion turque n'ayant pas atteint le seuil critique, Madrid devrait continuer d'appuyer ce projet, ne serait-ce que pour défendre ses intérêts économiques. Elle peut d'autant mieux le faire que, l'élargissement n'étant plus une priorité pour l'Union, ce soutien n'exigera pas un volontarisme excessif... Si les récents changements de majorité en France et à Chypre – plus quelques signaux émis par Berlin – laissent espérer une embellie, l'Espagne ne peut à elle seule infléchir la relation UE-Turquie. Voilà pourquoi Madrid se contentera probablement de maintenir un soutien de principe à l'adhésion turque, mais sans mener campagne, sauf si – et seulement si – un leader européen comme la France ou l'Allemagne décidait de relancer le processus.

L'agenda international

Outre l'avenir de l'UE, les intérêts de l'Espagne et de la Turquie se recoupent sur deux autres fronts : les relations transatlantiques et la transition du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Sur l'un et l'autre de ces dossiers, les deux pays s'expriment dans le cadre d'organisations internationales telles que l'OTAN, l'OCDE, l'Union pour la Méditerranée et bien sûr l'ONU où chacun exerce un rôle actif. Dit autrement, le multilatéralisme est l'espace naturel de leur politiques étrangères et de défense, espace dans lequel les deux nations se sont souvent efforcées d'harmoniser leurs positions. L'exemple le plus emblématique de cet effort est leur concours à l'une des initiatives les plus controversées de l'OTAN sur le Vieux Continent depuis la fin de la guerre froide : le système de bouclier antimissile pour l'Europe. L'Espagne accueille des batteries de missiles sur la base navale de Rota, tandis que des radars de veille lointaine sont déployés en Turquie orientale.

Si les initiatives spécifiquement hispano-turques demeurent rares au niveau multilatéral, l'une d'elles mérite d'être citée : la création au sein de l'ONU de l'Alliance des Civilisations (UNAOC), lancée en 2005 par les Premiers ministres Zapatero et Erdogan. Conçu comme une réponse à la théorie du « choc des civilisations », ce forum vise à faciliter le dialogue entre les cultures, notamment entre l'Islam et l'Occident. La création de cette organe marqua un pas supplémentaire dans la coopération diplomatique entre les deux pays tout en apportant la démonstration éclatante de leur complémentarité – et de leur force de proposition sur la scène internationale. Forts de ce succès, MM. Erdogan et Zapatero co-signèrent dans le *New York Times* une tribune appelant au respect et au calme suite à la fameuse « affaire des caricatures ». On peut y lire que « la publication des ces dessins a beau n'enfreindre aucune loi, elle n'est pas anodine et doit être moralement et politiquement condamnée¹⁰. »

Malheureusement, cette Alliance des Civilisations était un organe bien trop idéologique au goût du Parti populaire et des médias conser-

« Les intérêts de l'Espagne et de la Turquie se recoupent sur deux autres fronts : les relations transatlantiques et la transition du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. »

vateurs espagnols, qui en dirent pis que pendre. Aussi la défaite de Luis Zapatero aux élections législatives de 2011, puis les coupes claires opérées par le nouveau pouvoir en matière de coopération internationale, parurent annoncer un retrait pur et simple de l'UNAOC. Et si, en fin de compte, l'Espagne y participe toujours – tout en y contribuant moins –, c'est avant tout pour préserver ses relations avec la Turquie et ne pas ternir son image auprès des pays musulmans à l'heure où ces deux nations et la Nouvelle-Zélande se disputent un siège de membre non-permanent au Conseil de sécurité de 2014-2015.

Cet héritage encombrant qu'est l'Alliance des Civilisations n'est donc pas le lieu idéal pour faire vivre le dialogue Espagne-Turquie. Il faut alors trouver des terrains de coopération plus fertiles, par exemple au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Le défi démocratique dans la région MENA

Les attitudes respectives de Madrid et d'Ankara face aux soulèvements populaires au Moyen-Orient et en Afrique du Nord présentent de nombreux parallèles. Pendant longtemps, les deux capitales se sont satisfaites du statu quo : quelles que fût la nature des vieux régimes en place, ceux-ci avaient le mérite d'assurer la stabilité de la région. D'autre part, chacune des deux nations avait connu des conflits de voisinage – l'Espagne avec le Maroc, la Turquie avec la Syrie et l'Irak – qu'elles surent traiter par la « diplomatie douce » et la coopération économique. La question énergétique fut elle aussi déterminante : non seulement les deux pays ont besoin des hydrocarbures du MENA, mais l'un comme l'autre font office de zones de transit, et même de répartition. Autre point commun : les bouleversements politiques et sociaux en cours dans la région inspirent aux deux démocraties un mélange d'optimisme et de crainte, du fait du cauchemar syrien (pour la Turquie) et de la déstabilisation du Sahel (pour l'Espagne).

Dans les discours officiels, l'Espagne et la Turquie saluent ces mouvements populaires depuis 2011. Elles ont créé des espaces de dialogue avec les nouveaux acteurs locaux, en particulier avec les groupes islamistes portés au pouvoir par les urnes. Chacune cultive cependant une approche pragmatique, au cas par cas, en fonction de sa proximité géographique avec les pays concernés et de l'ampleur des changements. Ceci explique par exemple que Madrid soutienne corps et âme les efforts démocratiques du Maroc, et que la Turquie s'implique dans la crise syrienne, mais que toutes deux se taisent sur la question des libertés civiles dans le golfe Persique.

Sur le dossier syrien, les positions des deux capitales furent là encore étonnamment proches. Au début du conflit, l'Espagne et la Turquie ont encouragé le régime syrien à réformer les institutions afin de restaurer un ordre pacifié, et à la fin de l'été 2011 elles mêlaient leurs voix au concert

« Il faut trouver des terrains de coopération plus fertiles, par exemple au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. »

international enjoignant Assad d'organiser des élections libres. Hélas, leurs envoyés à Damas allaient bientôt rentrer bredouilles, leurs projets de feuille de route en lambeaux. Puis la spirale de la violence et la dégradation du conflit en véritable guerre civile ont contraint Madrid et Ankara à rompre avec le tyran.

On remarquera pour finir que chacun des deux pays a prétendu guider et inspirer les révolutionnaires arabes. L'Espagne présente sa propre transition politique (à la fin des années 1970) comme un modèle de concorde, de progressivité et de rééquilibrage entre autorité civile et pouvoir militaire, tandis que la Turquie se veut une référence pour concilier modernité économique, démocratie et islam.

Conclusion

Il y a toujours moyen d'approfondir une relation bilatérale dès lors que des intérêts communs sont en jeu et que la volonté politique existe. En une poignée de décennies, les liens hispano-turcs se sont améliorés à vue d'œil, alors que les deux pays s'étaient quasi ignorés jusqu'aux années 1980. Aujourd'hui, les rapports sont plus riches et plus forts que jamais.

Il s'agit à présent de consolider et d'intensifier ces relations pour les rendre moins sensibles au bon-vouloir des dirigeants du moment, et leur offrir une assise plus large qu'une simple somme d'intérêts spécifiques. À cet égard, l'instauration de sommets annuels marque une grande avancée, de même que l'essor des investissements croisés et des projets économiques conjoints. Les échanges humains et culturels apporteront un complément indispensable, qui devra mobiliser les fondations, universités, médias et autres acteurs des deux sociétés civiles.

Entre les piétinements de l'adhésion turque à l'UE et la récession qui mine l'Europe du Sud et rend tout le continent frileux, le contexte n'est certes pas idéal. Mais si l'Europe parvient à dénouer ses diverses crises et à relancer les discussions avec Ankara, alors le couple Espagne-Turquie aura de beaux jours devant lui.

Dans les années à venir, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord resteront en tête des priorités des deux pays. Sur ce dossier comme sur d'autres, l'Espagne devrait s'employer à convaincre ses partenaires européens que la Turquie et l'UE seront bien plus fortes si elles travaillent ensemble plutôt que d'avancer chacune des solutions séparées. Or, si la Syrie est aujourd'hui le problème le plus brûlant, d'autres opportunités de coopération se font jour en Afrique du Nord, région où la Turquie prend de l'ascendant et où l'Europe du sud entretient des intérêts ancestraux.

Traduit de l'anglais par Jean-Pascal Bernard (jeanpascal.bernard@free.fr).

« Aujourd'hui,
les rapports
sont plus riches
et plus forts
que jamais. »

L'auteur tient à remercier Jordi Quero et Pelin Gönül Sahin pour leur soutien et leur expertise.

1. D'après l'institut Turkstat, la Turquie de 2001 vendait pour 950 millions de dollars de biens et services à l'Espagne, et lui en achetait pour 1 066 millions. En 2012, ces chiffres avaient grimpé à respectivement 3,7 et 6 milliards de dollars (*source* : www.turkstat.gov.tr).

2. *Registro de Inversiones Exteriores*, ministère espagnol de l'Économie, http://datainvex.comercio.es/principal_invex.aspx.

3. « Young Turks take over Arco », *El País* (édition anglaise) du 14 février 2013, http://elpais.com/elpais/2013/02/14/inenglish/1360846783_283363.html.

4. Sans oublier les vols directs Barcelone-Istanbul annoncés par la compagnie turque Pegasus, ni les charters en saison haute au départ des grandes villes espagnoles.

5. « Turgut Özal visitará CASA a cambio de almorzar con el Rey », *El País* du 15 septembre 1989.

6. « España quiere que el proceso de adhesión de Turquía a la UE sea irreversible », *El País* du 21 octobre 2008.

7. « President of the Government confirms that Spain supports European aspiration of Turkey », *La Moncloa* du 27 novembre 2012 : www.lamoncloa.gob.es/IDIOMAS/9/Presidente/News/2012/20121127_Spain_Turkey_HLmeeting.htm.

8. José Ignacio Torreblanca, « Europa salva al euro, pero pierde a los ciudadanos », *El País* du 9 mars 2013.

9. Voir *Eurobaromètre* n°s 69 (2008) et 77 (2012).

10. Texte publié le 5 février 2006, consultable sur www.nytimes.com/2006/02/05/opinion/05iht-edprimes.html?_r=0.

À lire

Emiliano Alessandri, « Southern European Perspectives on Turkey's Relations with the European Union », *Brookings Policy Paper* n° 21, juin 2010.

William Chislett, « Turkey's Economy Slows Down: Will this Affect Spain's Burgeoning Trade and Investment? » *Análisis del Real Instituto Elcano*, n° 2, janvier 2013.

Laia Mestres et Eduard Soler i Lecha, « Spain and Turkey : A Long-Lasting Alliance in a Turbulent Context », *Insight Turkey* vol. 8, n° 2 (2008), pp. 117-126.

Eduard Soler i Lecha, « Spanish-Turkish Relations: In Tune Despite the European Stalemate », *CIDOB International Yearbook 2011*, CIDOB, Barcelone, pp. 201-207.

Eduard Soler i Lecha et Irene García, « Spanish Perceptions », in Sait Akşit, Özgehan Şenyuva et Çiğdem Üstün, *Turkey Watch: EU Member States' Perceptions on Turkey's Accession to the EU*, CES-METU, Ankara, 2009, pp. 74-89.

Jordi Vaquer i Fanés et Eduard Soler i Lecha, « Spain and the New Mediterranean: Overlapping Crises », *Op-Med*, GMFUS-IAI, décembre 2012.

À propos de la Turkey Policy Brief Series (Les Synthèses turques)

La Fondation turque de recherche en politiques économiques (TEPAV) et l'International Policy and Leadership Institute (IPLI) ont collaboré pour créer la Turkey Policy Brief Series, une série de synthèses consacrées à la politique intérieure et internationale de la Turquie. Éditée par Şaban Kardaş de la TOBB Economics and Technology University à Ankara, cette publication mensuelle propose des analyses fouillées sur les évolutions du contexte géopolitique turc. Y contribuent des observateurs et des acteurs reconnus pour leur expertise dans le champ des politiques internationales.

L'International Policy and Leadership Institute (IPLI)

L'IPLI est un institut de recherche qui a pour objet de promouvoir des méthodes de bonne gouvernance dans la région euroméditerranéenne, en fédérant les décideurs politiques d'aujourd'hui et de demain. Il s'appuie sur le concept récent et novateur de *sécurité humaine* pour analyser et modéliser des politiques publiques de progrès dans la région euroméditerranéenne.

L'IPLI a son siège à Paris. Il est associé à Sciences Po et à la Hertie School of Governance à Berlin, ainsi qu'à de nombreux autres organismes universitaires spécialisés dans les politiques publiques et les relations internationales.

Site Internet : www.ipli.eu

La Fondation turque de Recherche en Politiques économiques (TEPAV)

La TEPAV est un *think tank* non partisan et sans but lucratif basé à Ankara. Il fut créé en 2004 par un groupe d'hommes d'affaires, de hauts fonctionnaires et d'universitaires convaincus du pouvoir des idées et de la connaissance.

Soucieuse d'aider à l'élaboration de politiques éclairées, la TEPAV s'efforce de nourrir et d'enrichir le débat public turc. Ses différentes initiatives concourent activement au développement économique du pays, en rapprochant les décideurs et les faiseurs d'opinion. La TEPAV respecte scrupuleusement les normes éthiques et qualitatives régissant le monde académique.

Site Internet : www.tepav.org.tr